



## **CCAP SaaS**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

#### **ACCORD-CADRE PUBLIC DE PRESTATIONS EN MODE SAAS**

---

#### **LIENS CAPITALISTIQUES DES CONTREPARTIES**

---

**MARCHE N° 20245313**

### **SOMMAIRE**

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
2. PIECES CONTRACTUELLES DU ACCORD-CADRE	6
3. DEFINITIONS	7
4. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'EXTERNALISATION DES PRESTATIONS	10
5. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
6. CONDITIONS D'EXECUTION DU ACCORD-CADRE	12
7. CONTINUITE DES SERVICES TIC	18
8. AUDIT	19
9. SORTIE ET REVERSIBILITE	20
10. NOTIFICATION ET TRAITEMENT DES INCIDENTS LIES AUX TIC	22
11. GARANTIE EN CONTREFAÇON	22
12. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	23
13. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	25
14. FORCE MAJEURE	26
15. RECOURS PAR LE TITULAIRE A DES TIERS POUR L'EXECUTION DU ACCORD-CADRE	27
16. RECOURS A DES SOUS- TRAITANTS AU SENS DU REGLEMENT 2022/2554/UE	28
18. TRAVAIL DISSIMULE	28
19. PRIX DU ACCORD-CADRE	29
Les prix peuvent faire l'objet d'une révision.	29
21. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	29
<b>21.3.1 Applicable à la CDC</b>	32
<b>21.3.2 Applicable à BPI</b>	32
<b>21.3.3 Applicable à LBP</b>	32
<b>21.3.4 – Paiement des cotraitants</b>	32
<b>21.3.5 – Paiement des sous-traitants</b>	33
22. RECETTE - VERIFICATION DE SERVICE REGULIER DU SERVICE TIC	33
23. GARANTIES	34
24. MAINTENANCE, FORMATION ET EVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET REGLEMENTAIRE DU SERVICE TIC	35

25. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AU ACCORD-CADRE	36
26. PENALITES	38
27. RESILIATION DU ACCORD-CADRE	39
28. RESPONSABILITE ET ASSURANCES	41
29. DROIT ET LANGUE	44
30. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	44
31. DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	49

## 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1. Objet de l'Accord-cadre

---

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise à disposition d'un **Service accessible en mode Saas ») ayant pour objet "l'obtention des liens capitalistiques/financiers entre les contreparties à partir d'un numéro SIREN d'une société établie en France" pour le Groupe Caisse des Dépôts.** Le « Titulaire » déclare pouvoir répondre à l'ensemble des exigences fonctionnelles du groupe CDC décrites au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

**Lieu(x) d'exécution** : France métropolitaine.

L'Accord-Cadre est passé par les Membres du groupement réunis en Groupement de commandes et comprend :

- La CDC
- LBP
- BPI

La CDC est coordinatrice comme indiqué supra du Groupement.

### 1.2. Durée de l'Accord-cadre

---

L'Accord-cadre est conclu pour une **durée initiale de 1 an** à compter de sa notification.

L'Accord-cadre pourra être **reconduit tacitement 3 fois**, pour une nouvelle période de 1 an, **sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.**

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'Accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par les membres du groupement au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'Accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

### 1.3. Type de Accord-cadre

---

L'Accord-Cadre n'est pas alloti.

**Il est mono attributaire et est traité à prix unitaires.**

Les prestations à bons de commande sont passées **sans minimum mais avec un maximum de 2 000 000 d'euros hors taxes maximum (durée totale de l'accord-cadre pour l'ensemble des membres du groupement)**, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### **Réalisation de prestation similaire :**

Le Coordinateur pourra confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

### **1.4. Conditions d'exécution de la prestation à bons de commande**

---

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par chaque membre du groupement. Ces derniers émettront les bons de commande en fonction de leurs besoins. L'émission des bons de commande par les Membres du groupement s'effectue **sans négociation ni remise en concurrence**.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- **Le nom ou la raison sociale du Titulaire** et du Membre du groupement concerné ;
- **La date et le numéro de l'Accord-cadre ;**
- **La date et le numéro du bon de commande ;**
- **La durée / délais de livraison (date de début et de fin) ;**
- **Les lieux de livraison des prestations ;**
- **Le montant du bon de commande ;**
- **La nature et la description des prestations à réaliser** par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par un membre du groupement d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'Accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du membre du groupement pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. Les membres du groupement ont la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, les membres du groupement ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU ACCORD-CADRE

---

Les pièces contractuelles de l'Accord-cadre (ci-après « les Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes :
  - L'Annexe 7 « Plan d'Assurance Sécurité » (PAS)
  - L'Annexe 6 « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ)
  - L'Annexe 10 « Plan de Sortie et de Réversibilité » (PSR)
  - L'Annexe 8 « Dispositif de Maitrise des Risques » (DMR)
  - L'Annexe 9 « Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation »
  - Annexe 3 « Sous-traitance de traitement de données personnelles »
  - Annexe 1 - Plaquette CDC portail SY
  - Annexe - Attestation sur honneur conflit intérêt
  - Annexe – Mode opératoire facturation
  - Le cahier des clauses techniques particulières ;
  - Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
  - Les bons de commande notifiés au Titulaire par les membres du groupement en exécution de l'Accord-cadre ;
  - Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) ;
  - Le questionnaire SaaS C1/C2
  - Le Questionnaire de sélection des Offres valant mémoire technique remis par le Titulaire dans son offre.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant cet Accord-cadre avec le Coordinateur, le Titulaire accepte sans réserve toutes les stipulations de l'Accord-Cadre. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires à l'Accord-Cadre sont inopposables aux Membres du groupement.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le Membre du groupement de prendre une décision spécifique en ce sens.

### 3. DEFINITIONS

---

« **Accord-Cadre** » : Accord-Cadre conclu par le Coordinateur pour les besoins des Membres du groupement. L'Accord-Cadre est soumis au régime prévu par les articles R2162-1 à R2162-5 du Code de la commande publique ou de tout texte qui viendrait se substituer à ceux-ci.

« **Adaptations** » : paramétrages réalisés par le Titulaire pour répondre aux besoins des membres du groupement.

« **Anomalie** » désigne tout dysfonctionnement, erreur, bug, non-conformité du Service TIC (ou, l'une ou plusieurs de ses composantes) constaté aussi bien en phase de démarrage qu'en en phase d'exploitation, qui interdit l'accès à tout ou partie des fonctionnalités du Service TIC ou qui affecte ses résultats. Les Anomalies sont classées en trois catégories, en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel du Service TIC. « Anomalie bloquante », « Anomalie Majeure » et « Anomalie Mineure » sont définies dans l'annexe « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ).

« **Bon de Commande** » : Bon(s) de commande (ou « BC ») au sens des articles R2191-16 à R2191-19 du Code de la commande publique ou de tout texte qui viendrait se substituer à ceux-ci, adressé(s) par le Membre du Groupement concerné pour répondre à ses besoins propres.

« **Coordinateur** » : Caisse des Dépôts et Consignation ou « CDC » désignée par les Membres du groupement pour les représenter collectivement, pour l'ensemble des actes relatifs à la passation de l'Accord-Cadre ainsi que pour l'exécution de certaines prestations de l'Accord-Cadre.

« **Disponibilité** », « **Intégrité** » et « **Confidentialité** » sont définies dans l'annexe « Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ».

« **Documentation** » désigne l'ensemble des documents afférents au Service TIC, décrivant ses caractéristiques en termes de fonctionnalités et de performances ainsi que ses modalités d'utilisation. La Documentation est personnalisée au Service TIC fournie à les membres du groupement et intègre le paramétrage réalisé. Au sens du présent Accord-cadre, lorsqu'il est fait référence à la Documentation, il s'agit toujours de la dernière version en vigueur de la Documentation, si cette dernière est amenée à évoluer régulièrement.

« **Données** » désigne toutes informations, quels qu'en soient la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre de l'Accord cadre. Les Données comprennent notamment les informations confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » des présentes et les données à caractère personnel.

« **Données personnelles** » ou « **Données à caractère personnel** » a le sens de l'article 4, point 1), du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679/UE (RGPD).

« **Droits fondamentaux** » désigne les droits humains et des libertés fondamentales, à la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement couverts par le devoir de vigilance conformément à l'article L. 225-102-4 du Code de Commerce.

« **Groupement** » : Groupement de commandes au sens des articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique, dont la CDC est le Coordinateur.

« **Filiale de l'Acheteur** » désigne toute société ou entité (i) contrôlée majoritairement ou conjointement, directement ou indirectement, par les membres du groupement ; le terme « contrôle » s'entend conformément à l'article L. 233-3 du Code de Commerce (ii) GIE ou GIP dont les membres du groupement est membre. Désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture des solutions fournies dans le cadre des Services informatiques (et en particulier la Plateforme) et/ou des Livrables (notamment la disponibilité de la Plateforme, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

« **Incident lié aux TIC** » a le sens de l'article 3, point 8), du règlement 2022/2554/UE ; et inclut les incidents opérationnels ou de sécurité liés aux paiements au sens de l'article 3, point 9), du règlement 2022/2554/UE, ainsi que les incidents de sécurité au sens de l'article 8, point 33), du décret n°2020-94 du 5 février 2020 relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des dépôts et consignations.

« **Information** » : rapports, documentations, livres blancs, manuels, les publications, les produits, les logiciels et/ou Services, et toutes les recherches, analyses, prévisions, notations, opinions, modèles, méthodologies et Données qui s'y trouvent, fournis par le Titulaire ainsi que la structure, l'organisation et les mécanismes de recherche et d'extraction des informations.

« **Livrable** » désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que, les études, données, rapports, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins des Membres du groupement et fournis aux Membres du groupement dans le cadre du présent accord-cadre.

« **Manquements à la Probité** » désigne les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels le Titulaire exerce ses activités.

« **Personne dédiée** » : désigne une personne, désignée par Titulaire, chargée du suivi global de l'exécution du Contrat-cadre.

« **Plateforme** » : désigne la solution technique mise à disposition par le Titulaire. La Plateforme correspond à une solution de type SaaS (Software As A Service) et est hébergée par le Titulaire. La Plateforme comprend les fonctionnalités décrites dans le CCTP et l'offre du Titulaire et est paramétrée pour les besoins des Membres du groupement.



« **Prestations** » désigne les prestations de services objet du présent Accord-cadre.

« **Programme Malveillant** » : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

« **Réglementation Protection des Données Applicable** » désigne notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE

« **Sanctions** » désigne les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

« **SaaS** » ou « **Logiciel en tant que Service** » est l'acronyme de « *Software as a Service* ». Désigne le mode d'accès distant aux fonctionnalités du Service TIC, par le biais d'Internet.

« **Services** » désigne l'ensemble des services liés à l'utilisation du Service TIC par les membres du groupement et décrits notamment au présent document et au CCTP.

« **Sécurité des réseaux et des systèmes d'information** » a le sens de l'article 3, point 4), du règlement 2022/2554/UE.

« **Services TIC** » a le sens de l'article 3, point 21), du règlement 2022/2554/UE.

« **Sous-Traitant(s)** » désigne toute personne à laquelle le Titulaire a confié l'exécution de tout ou partie des Prestations, par sous-traitance, délégation, ou sous toute autre forme juridique, tel(s) que listés à l'annexe « Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation ».

« **TIC** » désigne les technologies de l'information et de la communication.

« **Titulaire** » : entreprise à laquelle est notifié l'Accord-Cadre.

« **Utilisateur** » désigne toute personne physique autorisée par les membres du groupement à se connecter par accès distant au Service TIC pour utiliser ses fonctionnalités.

« **Vulnérabilité** » : désigne un ou plusieurs événements présentant une probabilité forte de compromettre les opérations liées à l'activité du Service et de menacer la sécurité, l'intégrité ou la confidentialité des Données, en ce compris, les Violations de Données à Caractère Personnel.

Le Coordinateur, les Membres du groupement, et le Titulaire peuvent être désignés individuellement comme « la partie » et collectivement comme « les parties ».

#### 4. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RELATIVES A L'EXTERNALISATION DES PRESTATIONS

---

La Caisse des Dépôts et Consignations est assujettie aux dispositions du décret n°2020-94 du 5 février 2020<sup>1</sup> relatif au contrôle interne et externe de la Caisse des Dépôts et Consignations (ci-après appelé le « Décret »).

Les Prestations de services objet du présent Accord-cadre, sont qualifiées (i) de services de Technologie de l'Information et de la Communication au sens de la section 3 du Décret renvoyant au règlement n°2022/2554 du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (DORA).

Il résulte de ce qui précède, que le Titulaire, dans le cadre des Prestations prévues dans le présent Accord-cadre s'engage expressément, à tout moment pendant toute la durée de l'Accord-cadre à respecter les obligations ci-dessous dans le cadre d'une obligation de résultat s'agissant des obligations objectivement mesurables :

- 1) Exécuter les Prestations conformément à leur description dans l'ensemble des pièces de l'Accord-cadre et fournir aux membres du groupement les informations nécessaires quant aux Prestations afin que la description de la Prestation soit exhaustive ;
- 2) Recueillir l'accord exprès et écrit des membres du groupement, dans les délais précisés **dans l'annexe « Plan d'assurance qualité (PAQ) »**, à l'annexe **« Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation »**, et à l'annexe **« Sous-traitance de Données à Caractère Personnel »** avant de procéder à toute modification substantielle des modalités d'exécution des Prestations, notamment avant de procéder à toute modification du lieu d'exécution des Prestations et de traitement ou de conservation des Données indiqué dans le présent Accord-cadre, tels que décrits aux **annexes « Plan d'Assurance Sécurité »**, **« Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation »**, et à l'annexe **« Sous-traitance de Données à Caractère Personnel »** ;
- 3) Protéger et garantir la Disponibilité, l'authenticité, l'Intégrité et la Confidentialité des Données y compris les informations traitées ou transmises et ayant trait aux membres du groupement ou aux clients de celui-ci, notamment par l'application des dispositions des articles **« Sécurité des données »**, **« Confidentialité »** et **« Données à Caractère Personnel »**, et des annexes **« Plan d'Assurance Sécurité (PAS) »** et **« Sous-traitance de Données à Caractère Personnel »** ;
- 4) Garantir l'accès, la récupération et la restitution aux membres du groupement, dans un format facilement accessible, des données à caractère personnel ainsi que des autres données traitées par les membres du groupement, en cas d'insolvabilité, de résolution, de cessation des activités du Titulaire, de résiliation de l'Accord-cadre ou plus généralement en cas d'interruption de ses activités commerciales pour toute cause. Les modalités d'accès, de récupération et de restitution sont notamment décrites à l'article **« Sortie et Réversibilité »** et à l'annexe **« Plan de Sortie et de Réversibilité »** ;
- 5) Respecter le niveau de service attendu tel que défini aux présentes, notamment à l'annexe **« Plan d'Assurance Qualité (PAQ) »**. Le non-respect des niveaux de qualité attendu est assorti de pénalités dans les conditions définies à l'article **« Pénalités »** et aux annexes du présent Accord-cadre. Il est convenu que ces niveaux de service seront mis à jour et révisés selon les modalités décrites à l'annexe **« Plan d'Assurance Qualité (PAQ) »**,

---

<sup>1</sup> Tel que notamment modifié par le décret n°2025-876 du 1er septembre 2025.

- 6) Fournir aux membres du groupement une assistance en cas d'incident lié aux TIC en rapport avec les Prestations, sans frais supplémentaires ;
- 7) Coopérer pleinement avec l'ACPR ou toute autorité compétente, y compris les personnes nommées par elles. En outre, le Titulaire reconnaît que l'ACPR a le pouvoir d'exiger que les membres du groupement lui fournisse toutes informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions et de mener toutes enquêtes ou inspections nécessaires s'agissant des Prestations ;
- 8) Accorder aux membres du groupement les droits de résiliation dans les délais décrits à l'article « Résiliation », notamment lorsque les membres du groupement ou le Titulaire lui-même reçoivent une instruction en ce sens de l'ACPR ou de toute autre autorité compétente ;
- 9) Participer aux programmes de sensibilisation à la sécurité des TIC et aux formations à la résilience opérationnelle numérique élaborés par les membres du groupement dans les conditions prévues à l'article « Sécurité » et à l'annexe « **Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** » ;
- 10) Mettre en œuvre, des mécanismes d'urgence et de secours, en cas d'incident ou de difficulté grave de toute nature, affectant la continuité des Prestations.
- 11) Se conformer strictement aux procédures définies par les membres du groupement concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des Prestations, telles que prévues dans l'Accord-cadre, notamment aux articles « Audit », « Sous-traitance », et aux annexes « **Dispositif de Maitrise des risques (DMR)** » et « **Plan d'assurance qualité (PAQ)** » ;
- 12) Permettre à chaque fois que les membres du groupement l'estime nécessaire, l'accès le cas échéant sur place aux membres du groupement ou à ses mandataires, à toute information sur les Prestations, dans le respect des réglementations relatives à la communication d'informations et dans les conditions définies à l'article « Audit » et , le cas échéant, aux annexes « **Dispositif de Maitrise des risques (DMR)** » et « **Plan d'Assurance Qualité (PAQ)** » ;
- 13) À informer les membres du groupement de tout événement susceptible d'avoir un impact sensible sur sa capacité à exercer les Prestations de manière efficace et conforme à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire déclare et atteste que pendant toute la durée de l'Accord-cadre, il respecte les normes adéquates en matière de sécurité de l'information, notamment celles mentionnées aux annexes « **Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** » et « **Sous-traitance de Données à Caractère Personnel** ».

## 5. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### 5.1. Délais de base

---

Le Titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des prestations et de remise des Livrables spécifiés dans les Documents Contractuels, et notamment dans le CCTP, ou, le cas échéant, dans chaque bon de commande, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités.

Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article « Pénalités ».

Les Membres du groupement auront la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable aux les membres du groupement.

La notification de l'accord-cadre sera suivie d'une période de mise en place de 3 mois maximum, comprise dans la durée de l'accord-cadre.

Il comprend aussi une réunion de cadrage avec le titulaire à compter de sa date de notification afin de mettre en place les modalités d'intervention et de suivi des prestations.

## 5.2. Prolongation des délais

---

Les délais d'exécution peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G. T.I.C.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler aux membres du groupement les causes faisant obstacle à l'exécution de l'Accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## 6. CONDITIONS D'EXECUTION DU ACCORD-CADRE

---

### 6.1. Obligations du Titulaire

---

**La CDC et les Membres du groupement mettront à la disposition du titulaire les documents en leurs possessions nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

Le Titulaire s'engage à avoir pris connaissance des besoins exprimés par les membres du groupement.

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, aux meilleurs usages de la profession, et à fournir aux membres du groupement les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire s'engage en sa qualité de professionnel, à délivrer un Service TIC conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par les membres du groupement dans les Documents Contractuels.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par les membres du groupement avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire est seul responsable des moyens et des méthodes qu'il met en place dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

## 6.2. Personnel affecté à l'exécution de l'Accord-cadre par le Titulaire

---

Le Titulaire affecte à l'exécution des prestations objet de l'Accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des prestations et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée des prestations.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais aux membres du groupement toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un **interlocuteur dédié** à les membres du groupement chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant des membres du groupement pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux des membres du groupement. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra les membres du groupement, ils demeurent néanmoins dans tous les cas sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

### Suivi qualité des missions

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire, notamment afin de résoudre les difficultés d'exécution survenant dans le cadre de l'Accord-Cadre.

### 6.3. Obligation de conseil et de mise en garde

---

Les Membres du groupement reconnaissent et acceptent que le Titulaire n'agit nullement en tant que conseiller financier en fournissant les Données, et Livrables, et ces derniers ne sont pas des recommandations d'acquiescer, de conserver ou de vendre des valeurs mobilières ou toute autre forme de conseils d'investissement, d'engagements financiers et/ou de performances financières.

Le Titulaire ne recommande pas l'achat, la vente de produits ou de titres financiers et ne fournit pas de services juridiques, d'audit, comptables, d'évaluation ou d'actuariat.

Le Titulaire est tenu, à l'égard des membres du groupement, d'une obligation, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances des membres du groupement.

Les recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel des services en ligne dans le domaine d'activité objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité des membres du groupement. Il reconnaît se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes techniques et bonnes pratiques de sécurité dans le domaine d'activité relatif à ses services.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter les membres du groupement sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par les membres du groupement, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du Accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par les membres du groupement ou une personne désignée par les membres du groupement afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde les membres du groupement sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à ne soumettre à les membres du groupement aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies aux présentes.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour les membres du groupement, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

Le Titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir aux membres du groupement, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises dans le cadre du présent Accord-cadre.

Cependant, le Titulaire ne sera pas responsable des divergences qui pourraient exister entre les informations qu'il transmet et celles retranscrites par les Membres du groupement dans leurs bases de Données, sauf si

ces dernières sont directement transmises par le Titulaire dans le SI des Membre du groupement, sans retraitement par ce dernier.

Les membres du groupement mettront à la disposition du Titulaire, tous documents et informations que les membres du groupement jugeront nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

#### **6.4. Obligations sociales et environnementales**

---

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

**Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts sur la plateforme PROVIGIS, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.**

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
  - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
  - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année **au plus tard le 30 décembre** de chaque année de l'Accord-cadre.

Le Titulaire veille par ailleurs à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique aux Membres du groupement, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire des Membres du groupement/ à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;

- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillée ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des Données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Conformément à l'article 16.2 du CCAG TIC le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de l'Accord-cadre en respectant les mesures environnementales portant notamment sur les conditions de stockage, les emballages, les modalités de transport et la gestion des déchets.

De plus, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à les membres du groupement, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou Livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce Livrable ;
- il fait ses meilleurs efforts pour réduire son empreinte carbone numérique, par exemple en optimisant la consommation électrique de ses infrastructures informatiques ou en alimentant ses infrastructures informatiques par une électricité produite à partir d'énergie primaire non-fossile.

Les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par les membres du groupement.

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'Accord-cadre par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de ces obligations, après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire encourt, par manquement, une pénalité définie à l'article « Pénalités ».

## 6.5. Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat s'agissant du respect de toutes obligations mesurables ou quantifiables telles que :

- le paramétrage et la personnalisation du Service TIC de façon qu'il couvre l'ensemble des besoins fonctionnels définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Les délais contractuels définis dans les Documents Contractuels et notamment à l'annexe « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ) ;
- Le maintien en condition opérationnelle du Service TIC, dans le respect des indicateurs prévus à l'annexe « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ)
- La sécurité du Service TIC notamment les contrôles d'accès et les modalités d'authentification ;
- La sécurité des Données des membres du groupement notamment les conditions de sauvegarde et de réversibilité des Données.

Sauf mention contraire stipulée aux présentes, toute autre obligation du Titulaire est de moyen renforcée.



## 6.6. Sécurité des Données - Sécurité des réseaux et des systèmes d'information

---

Sans préjudice des stipulations de l'article « Protection des Données Personnelles » et de l'article « Confidentialité », le Titulaire s'engage à :

1. prendre toute mesure nécessaire pour préserver l'Intégrité, la Disponibilité, l'authenticité et la Confidentialité des Données ;
2. mettre en place les mesures techniques et organisationnelles appropriées permettant d'assurer un niveau de sécurité et de Confidentialité adapté au regard des risques présentés par la nature des Données et respectant des normes adéquates en matière de sécurité notamment celles définies à l'annexe « Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ». Il est entendu que le Titulaire s'assurera du maintien de cette adéquation tout au long de l'exécution des Prestations ;
3. protéger les Données contre une destruction, une perte, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, que ce soit de manière accidentelle ou illicite ;
4. garantir la Confidentialité, l'Intégrité, la Disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement des Données ;
5. ne rendre accessibles et consultables les Données qu'au seul personnel du Titulaire dûment habilité en raison de ses fonctions et qualité, dans la stricte limite de ce qui lui est nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions ;
6. rétablir la Disponibilité des Données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
7. tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des Données ;
8. mettre en place des mesures, des outils et des politiques de sécurité des TIC qui fournissent un niveau approprié de sécurité pour la fourniture des Prestations, conformément à son cadre réglementaire et à l'annexe « Plan d'Assurance Sécurité (PAS) » ;
9. conserver et traiter les Données exclusivement dans les lieux autorisés à l'annexe « Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation » ;
10. participer (i) aux programmes de sensibilisation à la sécurité des TIC et (ii) aux formations à la résilience opérationnelle numérique élaborés par les membres du groupement dans les conditions prévues à l'annexe « Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ».

## 6.7. Paramétrage personnalisé du Service TIC et Documentation

---

Le Titulaire assurera le paramétrage du Service TIC en collaboration avec les membres du groupement pendant la mise en place de la prestation.

La Documentation décrivant le Service TIC dans le détail est remise dans son offre par le Titulaire à les membres du groupement. Dans le cadre de l'exécution des prestations, elle est personnalisée au Service TIC fournie à les membres du groupement et intègre les paramétrages réalisés. Cette Documentation doit permettre aux membres du groupement d'utiliser et d'accéder au Service TIC dans les meilleures conditions.

## 7. CONTINUITE DES SERVICES TIC

---

### 7.1. Modalités de continuité du Service

---

Le Titulaire devra assurer la disponibilité du Service TIC y compris en cas de « choc extrême » incluant les sinistres affectant les bâtiments (crue, incendie...) les équipements ou le personnel (pandémie, mouvement social...) nécessaire à la délivrance des Services TIC.

Le Titulaire doit préciser les modalités mises en place pour garantir une continuité d'exploitation ou de services sur son site ou sur un site de repli. A ce titre, le Titulaire doit présenter les garanties minimums qui suivent :

1. Le Titulaire dispose d'un Plan d'Urgence et de Poursuite des Activités (PUPA) ;
2. Le Titulaire dispose d'un site de secours pour assurer la continuité de son activité (par exemple, existence d'un deuxième site à une distance suffisamment éloignée).
3. Le Titulaire dispose d'un Plan de Secours Informatique (PSI) permettant la sauvegarde et la restauration des données traitées dans le cadre des Services TIC. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas doté d'un PSI, la procédure de sauvegarde informatique doit préciser :
  - a. La fréquence des sauvegardes ;
  - b. S'il s'agit de sauvegardes internes ou externes ;
  - c. Le lieu de conservation des sauvegardes et les mesures de sécurisation mises en œuvre pour en assurer la Disponibilité, la Confidentialité et l'Intégrité.

Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin de gérer la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type.

Les vérifications préalables (techniques, humaines et matérielles) à la reprise des traitements sur le site du Titulaire sont de la responsabilité de ce dernier. Une formalisation de ces vérifications devra être communiquée aux membres du groupement.

Sur demande des membres du groupement, le Titulaire devra communiquer son PSI et/ou son PUPA à les membres du groupement.

### 7.2. Modalités de gestion de crise

---

Dès la signature de l'Accord-cadre, le Titulaire s'engage à communiquer à les membres du groupement les coordonnées d'un contact en sécurité des systèmes d'information et d'un responsable du compte disponible pour répondre en cas de crise, notamment en cas de survenance d'un Incident lié au TIC.

Lorsqu'un Incident lié au TIC intervient sur un processus de tout ou partie du Service TIC, le Titulaire s'engage à :

- apporter sa contribution à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par les membres du groupement sans délai, même si le Service TIC n'est pas directement concerné

par l'Incident lié au TIC dès lors qu'il se trouve être en adhérence avec l'Indicent lié au TIC objet de la gestion de crise ;

- impliquer les membres du groupement à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par le Titulaire en cas d'Incident lié au TIC impactant directement le Service TIC ;
- appliquer les actions décidées par la cellule de crise pilotée par les membres du groupement dans les délais fixés conjointement.

## 8. AUDIT

---

Les stipulations du présent article complètent l'article 24 du C.C.A.G.-T.I.C.

Le Titulaire s'engage à transmettre aux membres du groupement, dans un délai raisonnable à défaut de délai spécifique mentionné à l'Accord-cadre, les informations et documents prévus à l'Accord-cadre et notamment ceux mentionnés dans les annexes « Plan d'assurance Sécurité (PAS) » et « Dispositif de maîtrise des risques (DMR) » afin que les membres du groupement puissent contrôler la bonne exécution des Prestations.

Le Titulaire reconnaît que les membres du groupement disposent du droit d'assurer un suivi permanent des performances du Titulaire permettant aux membres du groupement, chaque fois que cela est nécessaire, d'accéder à toute information sur les Prestations fournies.

En outre, les membres du groupement se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer, à ses frais, à tout moment pendant et après l'exécution de l'Accord-cadre, y compris en cas de résiliation de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, sans qu'il soit nécessaire d'en justifier les raisons, un audit ou une inspection de tout ou partie des Prestations.

Cet audit pourra notamment porter sur la sécurité des systèmes d'information utilisés et/ou objet des Prestations aux fins d'en mesurer le niveau de maturité, et le cas échéant, identifier l'existence de vulnérabilités de sécurité au moyen notamment de la réalisation de tests d'intrusion et de vulnérabilité.

Cet audit ne constitue pas un audit au sens de la Réglementation Protection des Données applicable ; l'audit sur la protection des Données Personnelles peut être réalisé conformément à l'annexe « Sous-traitance de Données à Caractère Personnelles ».

Le Titulaire est informé que les membres du groupement devront procéder annuellement à l'exécution des tests de résilience opérationnelle numérique de ses propres services, à savoir notamment des évaluations et des analyses de vulnérabilité, des analyses de sources ouvertes, des évaluations de la sécurité des réseaux, des analyses des écarts, des examens de la sécurité physique, des questionnaires et des solutions logicielles de balayage, des examens du code source lorsque cela est possible, des tests fondés sur des scénarios, des tests de compatibilité, des tests de performance, des tests de bout en bout et des tests de pénétration. A ce titre, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les membres du groupement dans le cadre de la mise en œuvre de ses tests de résilience opérationnelle numérique impliquant les Prestations et ce, sans frais supplémentaires.

Ces audits seront assurés par une équipe de contrôleurs internes ou par des personnes mandatées par les membres du groupement (non concurrentes directes du Titulaire dans les Prestations, sauf si celles-ci sont désignées par une autorité de justice ou une autorité de tutelle) soumis au secret professionnel ou à un accord de confidentialité protégeant les informations du Titulaire et les travaux et résultats de l'audit.

Version 22/12/2025

L'audit peut être effectué à tout moment mais ne doit pas perturber de façon déraisonnable le déroulement des Prestations à la charge du Titulaire.

Le Titulaire en sera préalablement informé dans un délai de quinze (15) jours calendaires, à moins que cela ne soit impossible en raison d'une demande spécifique d'une autorité administrative ou judiciaire, situation d'urgence ou de crise ou ne conduise à une situation dans laquelle l'audit ne serait plus efficace. Le Titulaire s'engage à coopérer pleinement et à faciliter la mise en œuvre de tels contrôles. Le Titulaire s'engage à assurer à l'auditeur un accès à toutes les informations et/ou matériels nécessaires à l'exécution de l'audit.

L'audit relatif à l'exécution de Prestations pourra, sans restriction :

- être conduit au sein de tous les locaux professionnels pertinents du Titulaire (notamment les sièges sociaux et centres opérationnels).; et
- concerner l'ensemble des appareils, systèmes, réseaux, informations et données pertinentes utilisés pour assurer les Prestations (y compris toute information financière), ainsi que l'ensemble du personnel et les auditeurs externes du Titulaire

Le projet de rapport d'audit sera soumis au Titulaire qui formulera par écrit ses observations. Elles seront jointes au rapport définitif.

Si les conclusions des audits révèlent des non-conformités aux obligations incombant au Titulaire, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans les délais convenus entre les Parties lors de la réunion de l'instance de gouvernance compétente, ou à défaut, d'un comité de suivi ad hoc, amené à se prononcer sur le rapport d'audit, sans frais supplémentaires pour les membres du groupement.

Si les conclusions des audits contiennent des recommandations tendant à la modification ou à l'amélioration des règles et procédures auditées, la mise en œuvre de ces recommandations sera effectuée conformément aux principes définis entre les Parties.

La réalisation de tout audit ne pourra en aucun cas constituer ou être interprétée comme une immixtion des membres du groupement dans les activités du Titulaire, ni réduire la responsabilité de ce dernier.

## 9. SORTIE ET REVERSIBILITE

---

Les stipulations du présent article complètent l'article 42 du C.C.A.G.-T.I.C.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mécanismes de réversibilité de la Prestation définis aux présentes avant toute interruption définitive totale ou partielle de la Prestation, pour quelque cause que ce soit.

Pendant la période de réversibilité, le Titulaire continuera à fournir les Prestations en vue de réduire le risque de perturbations du service pour les membres du groupement.

A cet effet, le Titulaire s'engage à fournir aux membres du groupement, à sa demande, à compter de la notification de la résiliation ou au plus tard dans le délai précédant l'expiration du Accord-cadre défini en annexe « Plan de Sortie et de Réversibilité », les prestations de réversibilité permettant d'assurer un transfert ordonné, complet, efficace et sécurisé des Prestations à les membres du groupement ou à un tiers désigné par lui.

Les prestations de réversibilité fournies par le Titulaire ont notamment pour objet :

- de permettre à les membres du groupement de migrer tout ou partie des Prestations, vers un autre prestataire ou de recourir à des solutions internes ;
- d'optimiser les conditions de ce transfert, en s'assurant de la continuité des Prestations pendant la période de réversibilité ; et
- de minimiser tout risque ou impact négatif lié au transfert des Prestations du Titulaire à les membres du groupement ou, le cas échéant, au tiers désigné par les membres du groupement.

Au terme du Accord-cadre pour quel que motif que ce soit y compris en cas d'insolvabilité, de résolution, de cessation ou d'interruption des activités du Titulaire ou de résiliation des accords contractuels entre les Parties, le Titulaire s'engage à (i) cesser immédiatement tout traitement des Données de les membres du groupement (ii) donner accès à les membres du groupement aux Données dans un format facilement accessible et (iii) assurer la récupération, restituer dans un format facilement accessible ou détruire, selon les instructions et dans les délais indiqués par les membres du groupement, l'ensemble des Données traitées pour le compte de les membres du groupement de manière automatisée ou manuelle. A l'issue de la restitution, le Titulaire s'engage à procéder, à ses frais, à la destruction des données des membres du groupement dans une délai maximum de quinze (15) jours sauf instruction expresse contraire de les membres du groupement. Cette destruction sera attestée par la signature d'un procès-verbal de destruction par le Titulaire communiqué à ce dernier dans ce même délai. Le Titulaire n'en conservera aucune copie et renonce donc à ce titre à tout droit de rétention. Les membres du groupement se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

Le « Plan de Sortie et de Réversibilité » figurant en annexe devra être revu et testé régulièrement conformément aux dispositions de l'annexe « Plan de Sortie et Réversibilité » et *a minima* tous les ans.

Afin de garantir que les prestations de réversibilité sont fournies conformément au présent article et aux conditions figurant à l'annexe « Plan de Sortie et de Réversibilité », le Titulaire devra s'assurer que les solutions mises en œuvre sont transférables à tout site technique conforme à l'état de l'art, et ce, sans qu'un tel transfert n'ait d'impact sur la qualité des Prestations.

Les mises à jour apportées à l'annexe « Plan de sortie et de Réversibilité » seront adressées à la partie qui n'est pas à l'initiative des modifications pour validation et seront portées à l'ordre du jour du comité en charge du suivi de la Prestation. La version validée entre les Parties sera consignée au compte-rendu dudit Comité et se substituera à la version précédente, sans qu'il ne soit nécessaire de signer un avenant.

Toute période de sortie et de réversibilité débutera par :

- la mise à jour de la dernière version validée entre les Parties du « Plan de Sortie et de Réversibilité » dans le délai prévu dans la dernière version dudit plan ;
- la planification des tâches nécessaires à la réalisation des prestations de sortie et de réversibilité.

Les Prestations prévues au « Plan de Sortie et de Réversibilité » seront exécutées selon la dernière version dudit plan validé par les Parties.

## 10. NOTIFICATION ET TRAITEMENT DES INCIDENTS LIES AUX TIC

---

Sans préjudice des stipulations de l'article « Protection des Données Personnelles », le Titulaire s'engage à informer les membres du groupement de tous les Incidents liés aux TIC impactant les membres du groupement et affectant les systèmes d'information, de les membres du groupement comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre des Prestations, notamment les infections par des logiciels malveillants, l'accès et les modifications non autorisées et les vulnérabilités de sécurité ou tout événement susceptible d'avoir un impact sensible sur la capacité du Titulaire à exercer les Prestations de manière efficace et conforme à la législation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à informer les membres du groupement de l'Incident lié aux TIC, en lui communiquant toutes les informations dont il dispose, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter du moment où Titulaire en a eu connaissance.

Le Titulaire s'engage à compléter ces informations au fur et à mesure de son analyse de l'Incident lié aux TIC.

Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires des membres du groupement concernant l'Incident lié aux TIC dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

Les informations relatives aux Incidents liées aux TIC sont à communiquer par le Titulaire :

- aux contacts de les membres du groupement en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier de les membres du groupement avec lequel le Titulaire est en relation dans le cadre du Service ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les incidents de sécurité informatique pouvant impacter le groupe Caisse des Dépôts, à l'adresse [cert@caissedesdepots.fr](mailto:cert@caissedesdepots.fr) conformément aux dispositions du Plan d'Assurance Sécurité.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents liés aux TIC. Il s'engage à informer les membres du groupement de l'avancement du traitement des Incidents liés aux TIC dans le cadre de comités *ad hoc*. Le Titulaire s'engage à fournir aux membres du groupement des rapports d'incidents appropriés sur ses activités et services ainsi que des rapports sur la sécurité des TIC, dans les conditions précisées, le cas échéant, aux annexes « Plan d'Assurance Sécurité », « Plan d'Assurance Qualité » et/ou « Dispositif de Maitrise des Risques ».

Le Titulaire garantit que ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploitent aucunement les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite des membres du groupement.

## 11. GARANTIE EN CONTREFAÇON

---

Le présent article déroge expressément aux stipulations « Garantie des droits » contenues dans l'article 46.4.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Le Titulaire déclare que le Service TIC et les autres éléments fournis (en ce compris la Documentation) ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent Accord-cadre et à octroyer aux membres du groupement les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de cet Accord-cadre.

Le Titulaire garantit les membres du groupement contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des Adaptations ou Livrables réalisés constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité des membres du groupement ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels les membres du groupement pourraient être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature dépensés par les membres du groupement pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour les membres du groupement d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications du Accord-cadre.
- soit obtenir l'autorisation pour les membres du groupement de continuer à l'utiliser,
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications du Accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers,
- Résilier le présent Accord-Cadre et rembourser aux Membres du groupement au prorata de tous les frais payés par ces derniers pour l'utilisation des Informations et/ou du Site web. Cette obligation constitue l'intégralité des obligations du Contractant envers les Membres du groupement en cas de réclamation pour contrefaçon ou détournement.

En l'absence de mise en œuvre par le Titulaire de l'une des trois solutions précitées, le Titulaire prendra à sa charge tous les frais supportés par les membres du groupement pour assurer la continuité de son activité.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'Accord-cadre, et donc après la cessation du présent Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation.

## 12. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

---

Le présent article complète l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chaque Partie s'engage réciproquement à respecter le caractère confidentiel de tous les documents, modèles, plans, dessins, spécifications, informations, Données ainsi que tout autre élément d'information qui lui seront transmis par l'autre Partie ou dont elle pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du

Accord-cadre (ci-après les « **Informations Confidentielles** ») et s'interdit de les communiquer à des tiers, de les reproduire ou de les utiliser à d'autres fins que la seule exécution du Accord-cadre sans l'autorisation écrite préalable de l'autre Partie.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour préserver la Confidentialité des Informations Confidentielles dans les conditions définies à l'annexe « Plan d'assurance Sécurité (PAS) » et à l'annexe « Sous-traitance de données à Caractère Personnel », s'agissant de Données Personnelles.

Le terme « Informations Confidentielles » ne s'appliquera pas aux informations pour lesquelles la Partie à qui les informations sont communiquées pourra apporter la preuve qu'elles :

- a) sont déjà tombées dans le domaine public, ou
- b) sont devenues accessibles au public autrement que par un manquement, ou
- c) ont été licitement reçues d'un tiers ayant toute liberté de les communiquer, ou enfin
- d) ont été signalées comme non confidentielles par la Partie les ayant communiquées.

Chacune des Parties pourra communiquer les Informations Confidentielles à ses dirigeants, mandataires sociaux, cocontractants (incluant notamment les auditeurs, consultants, sous-traitants et conseils), agents et employés (ci-après, les « **Personnes Autorisées** ») qui sont directement impliqués dans l'exécution du Accord-cadre et bénéficient donc d'un droit légitime à connaître les Informations Confidentielles et devra s'assurer que chacun d'eux satisfasse à l'obligation de garder privées et confidentielles ces Informations Confidentielles et observe strictement les termes de cet article. Chacune des Parties se porte fort du respect du présent article par ses Personnes Autorisées. Il est entendu que les Filiales des membres du groupement sont considérées comme des Personnes Autorisées au titre du présent article.

En cas de communication imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision de justice définitive, la Partie ayant été contrainte à ladite communication doit en informer préalablement et sans délai l'autre Partie et s'engage à ne communiquer que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

En cas de demande de communication d'Informations Confidentielles des membres du groupement adressée par une autorité étrangère, le Titulaire s'engage à informer les membres du groupement de ladite demande immédiatement et par écrit sauf si le droit concerné lui interdit une telle information. L'information précisera, dans la mesure du possible, le fondement de la demande, le périmètre et la nature des informations concernées. Lorsque cela est possible, les Parties collaboreront pour décider conjointement de la réponse à apporter à ladite demande et le Titulaire s'engage en tout état de cause à ne communiquer que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

Dès le terme de l'Accord-cadre, chacune des Parties s'engage à restituer immédiatement à l'autre Partie, sur demande, toutes les Informations Confidentielles s'y rapportant, y compris les fichiers informatiques. Les Informations Confidentielles des membres du groupement ne pourront être détruites par le Titulaire que sur autorisation écrite préalable des membres du groupement. Les membres du groupement pourront demander au Titulaire la destruction de ses Informations Confidentielles.

Aucune des Parties ne pourra en aucun cas faire état de l'existence de l'Accord-cadre à des fins publicitaires, promotionnelles ou autres.



Les dispositions du présent article resteront en vigueur pendant toute la durée de l'Accord-cadre et pendant cinq (5) années au-delà de son terme, quelles que soient les raisons pour lesquelles il prendrait fin. Les dispositions du présent article survivront en cas de résiliation de l'Accord-cadre.

Les membres du groupement est assujetti au secret professionnel. En conséquence, le Titulaire reconnaît que les informations concernant les membres du groupement, les clients de les membres du groupement et/ou les Filiales de les membres du groupement qui lui seront éventuellement transmises dans le cadre du Accord-cadre sont couvertes par le secret professionnel au sens des articles L. 511-33 et L. 522-19 du Code monétaire et financier et il s'engage en conséquence à les garder strictement confidentielles sans limitation de durée, nonobstant l'alinéa précédent.

### 13. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chacune des parties s'engage à respecter la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire aura accès à des Données Personnelles lors de la réalisation des prestations et prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'Intégrité, la Disponibilité, l'authenticité et la Confidentialité des Données Personnelles.

Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de Données à Caractère Personnel » qui fournit le cadre contractuel applicable entre les membres du groupement, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- (i) de l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- (ii) de la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, et pour en assurer la disponibilité la Disponibilité, l'authenticité et la Confidentialité.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'Accord-cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard du Accord-cadre.

**Pour la Caisse des Dépôts :** les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes à l'une des adresses suivantes : Caisse des dépôts et consignations – Données Personnelles - Établissement de Bordeaux – 6, place

des citernes 33059 BORDEAUX CEDEX ou par mail à l'adresse [mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr](mailto:mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr). Il est nécessaire de joindre à toute demande une pièce permettant de justifier de l'identité de la personne concernée.

#### **Pour Bpifrance :**

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits informatique et libertés en adressant un mail à : [donneespersonnelles@bpifrance.fr](mailto:donneespersonnelles@bpifrance.fr) ou adresser leur demande par voie postale à : Délégué à la protection des données (DPO), Bpifrance, DCCP, 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maisons-cedex. Il est nécessaire de joindre à toute demande une pièce permettant de justifier de l'identité de la personne concernée.

#### **Pour LBP :**

Les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes à l'adresse suivante « DPO de La Banque Postale – 115 Rue de Sèvres – 75275 Paris Cedex 06 » ; Il est nécessaire de joindre à toute demande une pièce permettant de justifier de l'identité de la personne concernée.

Le Titulaire communiquera dans sa réponse à l'accord-cadre les coordonnées auxquelles les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes.

Enfin, chaque Partie informe ses collaborateurs qu'ils disposent également du droit d'adresser toute réclamation concernant leurs données personnelles à la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

## **14. FORCE MAJEURE**

---

Cet article déroge expressément à l'article 13.3 du C.C.A.G-T.I.C

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsable de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties reprendront l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. La partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à un (2) semaines, les membres du groupement se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du code civil et la jurisprudence administrative.

## 15. RECOURS PAR LE TITULAIRE A DES TIERS POUR L'EXECUTION DU ACCORD-CADRE

---

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu des membres du groupement soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'Accord-cadre est strictement interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, le Sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par les membres du groupement est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'Accord-cadre qu'il assure directement.

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu de l'Accord-cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues dans les documents contractuels.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement aux membres du groupement une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « Liens capitalistiques des contreparties ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée aux membres du groupement avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) conformément aux dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – TIC.

## 16. RECOURS A DES SOUS- TRAITANTS AU SENS DU REGLEMENT 2022/2554/UE

---

Le Titulaire ne peut confier l'exécution de tout ou partie des Prestations à un ou plusieurs tiers, par Sous-traitance sans l'accord préalable exprès et écrit des membres du groupement.

Le Titulaire communique notamment aux membres du groupement :

- les noms des Sous-Traitants ;
- leur niveau d'implication ; et
- leur rôle et la durée de leur intervention dans chaque phase de l'exécution des Prestations.

Les Sous-Traitants restent, en toute circonstance, placés sous l'autorité et la supervision du Titulaire, qui est l'unique responsable de l'exécution de la totalité des Prestations, et plus spécifiquement du respect des niveaux de qualité, de sécurité et de Confidentialité convenus avec les membres du groupement.

Le Titulaire se porte fort du respect par les Sous-Traitants, de premier rang comme de nième rang, des obligations contractuelles qui incombent au Titulaire au titre du présent Accord-cadre. En particulier, le Titulaire obtient de tout Sous-Traitant un engagement écrit de :

- a) se conformer aux lois et réglementations qui s'appliquent aux Prestations concernées ;
- b) respecter des obligations contractuelles similaires à celles qui incombent au Titulaire au titre du présent Accord-cadre, y compris concernant les niveaux de qualité, de sécurité et de Confidentialité attendus, et se conformer strictement aux procédures définies par les membres du groupement concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des Prestations, telles que prévues notamment dans les annexes « Plan d'assurance Sécurité (PAS) » ou « Dispositif de Maîtrise des risques (DMR) » ou « Plan d'assurance qualité (PAQ) » ; et
- c) conférer aux membres du groupement et aux autorités compétentes chargées de la supervision de les membres du groupement les mêmes droits d'accès et d'audit que ceux qui ont été consentis par le Titulaire à les membres du groupement dans le cadre du présent Accord-cadre.

Le Titulaire s'assure que le(s) Sous-Traitant(s) respectent ces obligations de manière appropriée et en appliquant les mesures de contrôle prévues dans les annexes « Plan d'assurance qualité (PAQ) », « Plan d'assurance sécurité (PAS) », « Dispositif de Maîtrise des risques (DMR) » et à l'article « Audit ». Sur demande des membres du groupement, le Titulaire lui communique les informations relatives au contrôle du respect des obligations et dispositifs ci-dessus par le(s) Sous-Traitant(s).

Les mises à jour apportées à l'Annexe « Sous-traitance et lieux d'exécution de la Prestation » seront adressées aux membres du groupement dans les meilleurs délais pour validation préalable et seront portées à l'ordre du jour du comité en charge du suivi de la Prestation. La version validée entre les Parties sera consignée au compte-rendu dudit comité et se substituera à la version précédente, sans qu'il ne soit nécessaire de signer un avenant.

## 18. TRAVAIL DISSIMULE

---

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes qu'il affecte à l'exécution de l'Accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient, lors de leur intervention, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 19. PRIX DU ACCORD-CADRE

---

### 19.1 Caractéristiques des prix pratiqués

---

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-cadre sont réglées à prix unitaire par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Dans tous les cas, les prix de l'Accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, et notamment, tous les frais et dépenses nécessaires au Titulaire pour réaliser la prestation considérée, y compris, les frais professionnels (déplacement, repas et hébergement spécifiques à la mission) ainsi que la concession des droits de propriété intellectuelle sur le Service TIC.

### 19.2 Modalités de variations des prix de l'Accord-cadre

---

Les prix peuvent faire l'objet d'une révision.

Cette ne révision peut avoir lieu qu'une fois par an à la date d'anniversaire de la notification de l'Accord-Cadre.

La demande de révision de prix doit être envoyée au plus tard 3 mois avant la date susmentionnée.

Les nouveaux prix entreront en vigueur après acceptation de l'ensemble des parties à la date du renouvellement de l'Accord-Cadre.

La révision des prix ne pourra être supérieure à 2 % du montant initial par an.

## 21. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

---

### 21.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

---

Par dérogation à l'article 11.2 du C.C.A.G.-T.I.C., et sauf stipulation contraire, les prestations de l'Accord-cadre sont réglées selon les modalités suivantes :

- Les prestations à prix unitaires sont réglées annuellement sur la base d'une facture émise par le Titulaire après vérification par les membres du groupement de la volumétrie réellement exécutée. Pour les prestations à prix unitaires, le montant des prestations réellement exécutées est réglé après vérification et admission des prestations ou des livrables prononcées conformément aux stipulations de l'Accord-cadre, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

## 21.2 Présentation des demandes de paiements

---

Les demandes de paiement doivent être adressées par le Titulaire à chaque Membre du groupement pour les prestations réalisées conformément aux besoins exprimés dans les Bons de Commandes.

**Chaque membre est responsable de l'exécution des prestations ainsi que le paiement de ses factures.**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues aux articles 11.3 du CCAG-TIC et D2192-2 du code de la commande publique, et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La nature des prestations exécutées
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'Accord-cadre ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- la date de facturation ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'Accord-cadre ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;

**Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de la CDC. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.**

**De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.**

**Le libellé de facturation doit être le suivant :**

Caisse des Dépôts et Consignations  
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses  
56 rue de Lille  
75356 PARIS 07 SP

#### **Transmission des factures :**

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim** (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : [assistance-sy@caissedesdepots.fr](mailto:assistance-sy@caissedesdepots.fr).

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

#### **11.3.2 – Présentation des demandes de paiement de Bpifrance**

#### **Transmission des factures :**

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail fournisseur de Bpifrance** (fichier PDF natif, pas de scan).

Le Fournisseur déposera sur la plateforme IVALUA ses factures au nom de l'entité indiqué sur les commandes :

La facturation s'effectuera de la répartition suivante :

#### **90 % à facturer sur Bpifrance**

DSI  
27-31 Avenue du Général Leclerc  
94 710 Maisons-Alfort

#### **10 % à facturer à Bpifrance Investissement**

DSI  
27-31 Avenue du Général Leclerc  
94 710 Maisons-Alfort

La facture devra faire apparaître distinctement, les mentions légales et obligatoires et notamment :

- La dénomination sociale, le nom et l'adresse du Fournisseur,
- Le numéro SIRET, numéro RCS et numéro de TVA intracommunautaire du Fournisseur,
- le numéro et l'objet du contrat,
- la date de facturation,
- l'indication en clair des prestations effectuées,
- la période de réalisation des prestations,
- le montant hors TVA des prestations dues,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC à régler par le Client.

Le Client s'engage à procéder au paiement dans le délai de soixante (60) jours à compter de la date de la facture, par virement bancaire.

### **11.3.3 – Présentation des demandes de paiement de LBP**

Les factures comporteront obligatoirement, toutes les mentions légales dont le numéro du Bon de Commande **ou le Code Regate**. Les factures seront adressées par mail à [labanquepostale-facturenonsigne@e-facture.net](mailto:labanquepostale-facturenonsigne@e-facture.net). Les factures seront payées sous un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture.

## **21.3 Délai global de paiement**

---

### **21.3.1 Applicable à la CDC**

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par les Membres du groupement ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

### **21.3.2 Applicable à BPI**

Les factures seront payées sous un délai de 45 jours à compter de la date d'émission de la facture.

### **21.3.3 Applicable à LBP**

Les factures seront adressées par mail à [labanquepostale-facturenonsigne@e-facture.net](mailto:labanquepostale-facturenonsigne@e-facture.net).

Les factures seront payées sous un délai de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

### **21.3.4 – Paiement des cotraitants**

En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des Membres du groupement ou du mandataire, soit réparti entre les Membres du groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.



Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- FCS.

### **21.3.5 – Paiement des sous-traitants**

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu des Membres du groupement soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom des Membres du groupement au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et les Membres du groupement.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement aux Membres du groupement accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Les Membres du groupement adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par les Membres du groupement de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionnés plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par les Membres du groupement de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Les Membres du groupement informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **22. RECETTE - VERIFICATION DE SERVICE REGULIER DU SERVICE TIC**

---

Par dérogation aux articles 32, 33 et 34 du C.C.A.G.-T.I.C., les opérations de vérification de service régulier s'effectueront dans les conditions suivantes.

La Vérification de Service Régulier (VSR), ci-après « Réception », a pour but de constater que le Service TIC fourni par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation conformément aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels (notamment le respect des niveaux de service propres à la phase d'exploitation définis au sein du Plan d'Assurance Qualité et la conformité du Service TIC à la Documentation) en vue de prononcer la Réception du Service TIC.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation du Service TIC et sa durée est définie à l'annexe « **Plan d'Assurance Qualité (PAQ)** » .

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger toutes les Anomalies qui lui seront signalés par les membres du groupement, dans le respect des niveaux de service contractuels propres à la phase d'exploitation définis à l'annexe « **Plan d'Assurance Qualité (PAQ)** ».

Le service sera régulier si, notamment :

- aucune Anomalie imputable au Titulaire n'est constaté. En cas d'Anomalie, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause ;
- les interventions sur incidents se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, si les membres du groupement n'ont notifié au Titulaire aucune Anomalie Majeure ou Bloquante, la Réception sera réputée prononcée tacitement sans Anomalie Majeure ou Bloquante.

Si les membres du groupement constatent la présence d'Anomalie Majeure ou Bloquante durant la période de VSR, les dispositions suivantes s'appliquent :

- Les membres du groupement notifieront par écrit au Titulaire les Anomalies Majeure(s) ou Bloquante(s) constatées, qui devront être corrigées par le Titulaire conformément aux délais prévus à l'annexe « Plan d'Assurance Qualité ».
- Les pénalités de retard liées au traitement des Anomalies définies à l'annexe « Plan d'Assurance Qualité » (PAQ) s'appliqueront, sans préjudice de l'application de pénalités supplémentaires pour non-respect des niveaux de service si les Anomalies ne sont pas traitées par le Titulaire dans les délais requis.
- L'obligation de paiement des membres du groupement sera suspendue jusqu'au prononcé de la Réception du Service TIC par les membres du groupement.
- En cas de non-respect des délais contractuels de correction des Anomalies (s) Majeure(s) ou Bloquante(s), les membres du groupement peuvent :
  - refuser définitivement la Réception de la Service TIC, auquel cas les membres du groupement pourront mettre fin de plein droit par anticipation à l'Accord-cadre, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 8 « Résiliation » du C.C.A.G.-T.I.C. Le refus définitif de prononcer la Réception du Service TIC entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre de l'Accord-cadre, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit des membres du groupement.
  - accepter le Service TIC en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées. La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 34.3 du C.C.A.G – T.I.C.
- La Réception du Service TIC sera matérialisée par un procès-verbal de Réception des membres du groupement.

## 23. GARANTIES

---

### 23.1 Garantie de conformité réglementaire

---

Le Titulaire garantit aux Membre du groupement concerné la conformité de la Plateforme aux standards techniques en matière de sécurité des systèmes d'information.

Le Titulaire doit offrir des garanties de conformité par rapport aux normes et réglementations en vigueur. Il déclare avoir obtenu ces garanties de son sous-traitant le cas échéant.

### 23.2 Garantie de compatibilité ascendante

---

Le Titulaire garantit la compatibilité ascendante des versions successives du Service TIC entre elles.

### 23.3 Garantie de non-régression

---

Le Titulaire garantit le maintien des fonctionnalités dans le temps du Service TIC.

Le Titulaire garantit le maintien des performances du Service TIC et des Livrables et s'engage à ce que les performances et les qualités ergonomiques ne se dégradent pas de son fait, tout au long de l'exécution de l'Accord-cadre.

### 23.4 Garantie d'évolutivité

---

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution du Service TIC tant sur le plan de la capacité de stockage que sur le plan technique.

Le Titulaire garantit qu'il est apte à évoluer en fonction de l'état de la technique et des évolutions législatives ou réglementaires.

### 23.5 Garantie de délivrance conforme

---

Le Titulaire garantit que le Service TIC est conforme aux besoins exprimés par les membres du groupement et aux spécifications décrites dans sa documentation et dans les documents contractuels pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

## 24. MAINTENANCE, FORMATION ET EVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET REGLEMENTAIRE DU SERVICE TIC

---

### 24.1 Maintenance et évolution technologique et réglementaire

---

Le Titulaire doit assurer les prestations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et à la continuité du Service TIC mise à disposition des membres du groupement. Il est seul responsable de toute Anomalie liée à un défaut de maintenance. Il ne peut en aucun cas s'exonérer de sa responsabilité au titre de la maintenance du Service TIC mis à la disposition des membres du groupement du Service TIC, sauf faute exclusivement imputable à les membres du groupement.

Il s'engage, dans le cadre d'une obligation de résultat, à :

- corriger les Anomalies dans le respect des engagements de niveaux de service prévus à l'annexe « Plan d'Assurance Qualité (PAQ) » ;

- adapter le Service TIC à l'évolution de l'état de la technique, aux règles de l'art et à la réglementation applicable en la matière, et plus généralement toute réglementation pertinente dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre ;
- à fournir les mises à jour et améliorations des fonctionnalités sans délai en garantissant le maintien des performances et l'absence de régression fonctionnelle.

Il est convenu que cette maintenance et l'évolution technologique et réglementaire visées ci-dessus sont incluses dans les prix forfaitaires prévus à l'Accord-cadre.

## 25. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE APPLICABLE AU ACCORD-CADRE

---

Le présent article déroge expressément au chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C.

### 25.1 Propriété des Éléments préexistants des Parties

---

Chacune des Parties est et reste propriétaire de ses œuvres et inventions (notamment logiciel, méthodologie, études) protégées ou susceptibles de l'être en application des dispositions légales, relatives à la propriété intellectuelle, ainsi que techniques et du savoir-faire (ci-après « **Éléments Préexistants** ») antérieurs et/ou extérieurs à l'Accord-cadre.

Le Titulaire concède aux membres du groupement un droit d'exploitation sur ses Éléments Préexistants nécessaires aux membres du groupement pour lui permettre de jouir des Livrables réalisés conformément à leur usage et destination. Ce droit est consenti à titre non exclusif et gratuit, pour la même durée et le même territoire que celui visés à l'article « Cession de droits de propriété intellectuelle sur les Livrables » ci-après.

Les évolutions et mises à jour du Service TIC par le Titulaire constituent des Éléments Préexistants du Titulaire.

La reproduction, l'utilisation par le Titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent Accord-cadre des Éléments Préexistants transmis par les membres du groupement (données, fichiers, documents de toute nature) est interdite sans l'autorisation écrite des membres du groupement et est couverte par les stipulations de l'article « Confidentialité ».

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle sur les Éléments Préexistants de les membres du groupement, de quelque façon que ce soit, et à faire prendre le même engagement par son personnel et ses sous-traitants affectés à l'exécution de l'Accord-cadre.

Les membres du groupement est seul propriétaire des marques, noms, sigles, logos, couleurs, graphismes ou autres signes relatifs aux Éléments Préexistants transmis, et qui pourraient être utilisés dans le cadre des services fournis par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à respecter la marque « Caisse des Dépôts », « Groupe Caisse des Dépôts » ou tout autre marque protégée des membres du groupement. Il lui est formellement interdit de reproduire les marques de la Caisse des Dépôts dans ses communications, y compris à titre de référence commerciale.

Le Titulaire s'engage à respecter l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur les signes distinctifs des membres du groupement et s'interdit de susciter toute analogie dans l'esprit du public, à quelque fin que ce soit et par quelque mode que ce soit.

## 25.2 Droits concédés sur le Service TIC

---

Le Titulaire garantit qu'il dispose ou est investi de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle portant sur le Service TIC.

Les membres du groupement bénéficient à titre personnel et non exclusif d'un droit d'usage afférent au Service TIC et à la Documentation associée, pour le monde entier et pour la durée de l'Accord-cadre. Ce droit d'usage est compris dans le prix du Service et des prestations associées.

Ce droit d'usage permet aux membres du groupement d'utiliser le Service et la Documentation associée pour les besoins de l'Accord-cadre. Ce droit comprend également le droit d'autoriser les clients des membres du groupement à utiliser le Service TIC pour des besoins en lien avec l'objet de l'Accord-cadre.

Ce droit d'usage permet également aux membres du groupement de gérer, utiliser, reproduire et faire tous usages nécessaires des contenus et Données issues du Service TIC.

Ce droit d'usage pourra être transféré par vers l'une des Filiales des membres du groupement après en avoir informé par écrit le Titulaire.

Le Titulaire autorise également expressément l'utilisation du Service TIC par tout tiers agissant pour le compte des membres du groupement ou des clients de celui-ci et sous sa responsabilité, sans coût additionnel et quel que soit le titre auquel ce tiers intervient.

Le prix de la concession décrite dans le présent article est compris dans le prix de l'Accord-cadre.

## 25.3 Redistribution des Données par les Membre du groupement :

---

### En interne :

**Au sein de son établissement** : le Membre du groupement concerné peut, dans le cadre et dans le cours normal de ses activités, redistribuer en interne de manière ponctuelle les Données, des rapports, des présentations et autres publications.

**Les Membres du groupement** : les Membres du groupement pourront dans le cadre et dans le cours normal de leurs activités, redistribuer entre eux de manière ponctuelle les Données, les rapports, des présentations et autres publications.

### En externe :

Le Membre du groupement concerné peut fournir des Documents en externe, uniquement sous la forme de publications ou d'extraits destinées aux clients, ou à des clients potentiels, ou dans le cadre de sa communication institutionnelle.

## 25.4 Composants open source

---

Dans l'hypothèse où le Titulaire inclut des composants dits « libres » ou « open source » dans le Service TIC, il s'engage à privilégier des composants soumis à des conditions de licence n'emportant pour les membres du groupement aucune obligation auprès de la communauté « open source » concernée. Si le Titulaire est dans l'impossibilité de privilégier de tels composants, il en informera les membres du groupement par écrit, préalablement au début des prestations.

## 26. PENALITES

---

### 26.1 Pénalités pour non-respect des niveaux de services

---

Les stipulations du présent article dérogent aux termes de l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

Lorsque les dates, délais ou niveaux de service convenus par les Parties à l'Accord-cadre ne sont pas respectés par le Titulaire pour des raisons qui lui seraient imputables, celui-ci supportera de plein droit, sauf (i) cas de force majeure, ou (ii) fait des membres du groupement ou d'un tiers (autre qu'un Sous-Traitant du Titulaire), sans mise en demeure préalable, les pénalités définies Accord-cadre, notamment à l'annexe « **Plan d'Assurance Qualité (PAQ)** ». Les modalités de calcul du montant des pénalités dues par le Titulaire sont précisées au sein de l'annexe « Plan Assurance Qualité (PAQ) ».

Les pénalités applicables pour d'autres motifs notamment en cas de non-respect de la législation du travail sont prévues quant à elles à l'article 26.2.

L'application de pénalités ne saurait faire obstacle aux autres droits des membres du groupement et notamment le droit :

- de recourir à un prestataire tiers afin qu'il corrige et/ou achève les Prestations et de réclamer au Titulaire les frais occasionnés par ce recours à un tiers ; et/ou
- de résilier l'Accord-cadre conformément à l'article « Résiliation ».

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités ne peut être supérieur à 50% du montant total HT de l'Accord-cadre (bons de commande inclus) à la date à laquelle le manquement contractuel est constaté.

Dans l'hypothèse où aucune somme ne serait due par les membres du groupement, les pénalités devront être réglées par le Titulaire dans un délai maximum de soixante (30) jours calendaires suivant l'émission de la facture. Le règlement des pénalités se fait par virement au bénéfice des membres du groupement.

Dans l'hypothèse où des sommes seraient dues par les membres du groupement ce dernier pourra, à sa convenance, procéder à la compensation entre sa créance résultant des pénalités dues par le Titulaire et les sommes dues par les membres du groupement au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire demeure redevable envers les membres du groupement de toute pénalité acquise, y compris dans l'hypothèse d'une résiliation de l'Accord-cadre.

Les mises à jour apportées à l'annexe « Plan Assurance Qualité (PAQ) » seront adressées aux membres du groupement pour validation et seront portées à l'ordre du jour du comité en charge du suivi de la Prestation. La version validée entre les Parties sera consignée au compte-rendu dudit comité et se substituera à la version précédente, sans qu'il ne soit nécessaire de signer un avenant, sauf si la modification porte sur la définition ou les modalités d'application des indicateurs de qualité et/ou des pénalités associées.

## 26.2 Pénalités pour autres motifs

---

### - Pénalités pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 % du montant cumulé TTC des des bons de commande** émis par les membres du groupement à la date à laquelle le Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

### - Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales

En cas de non-respect des obligations sociales et environnementales prévues par l'article 5.1.3 du présent CCAP le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 50 € par jour de retard de remise des livrables à la date à laquelle les membres du groupement ont eu connaissance de l'infraction commise. Et 100 euros pour non-respect de chaque engagements définis dans l'article susmentionné.

## 27. RESILIATION DU ACCORD-CADRE

---

L'Accord-cadre pourra être résilié par les membres du groupement dans les cas et selon les conditions prévues aux présentes, ainsi que, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 8 du C.C.A.G.-T.I.C., avec les réserves et précisions suivantes :

- en cas de résiliation du Accord-cadre par les membres du groupement pour motif d'intérêt général (article 51 du C.C.A.G.-T.I.C.), le Titulaire ne percevra pas d'indemnisation ;
- en cas de résiliation du Accord-cadre pour faute du Titulaire, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la résiliation ;
- en cas de résiliation du Accord-cadre pour faute du Titulaire, les membres du groupement se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 54 du C.C.A.G.-T.I.C., soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

A moins que les membres du groupement n'en disposent autrement, la résiliation de l'Accord-cadre à l'égard du Titulaire entraîne la résiliation des bons de commande en cours d'exécution. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. Par dérogation à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C., le Titulaire de l'Accord-cadre n'a dans ce cas droit à aucune indemnisation.

**Outre les cas visés à l'article 50 du C.C.A.G.-T.I.C., l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :**

- En application du Décret et sans préjudice de l'application des autres cas de résiliation prévus à l'Accord-cadre ou par le droit commun applicable en matière de résiliation des contrats. Les membres du groupement pourront de plein droit, sans intervention judiciaire, et conformément aux modalités définies à l'article « Résiliation », mettre fin à l'Accord-cadre dans les situations suivantes :
  - (a) Le Titulaire a gravement enfreint les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles applicables aux Prestations concernées ;
  - (b) Le suivi des risques lié aux Prestations a révélé l'existence de circonstances susceptibles d'altérer l'exécution des Prestations, ou à révéler des changements significatifs qui affectent l'Accord-cadre ou la situation du Titulaire ;
  - (c) Le Titulaire présente des faiblesses avérées liées à sa gestion globale du risque liées aux Prestations et, en particulier, dans la manière dont il assure la Disponibilité, l'authenticité, l'Intégrité et la Confidentialité des Données ;
  - (d) L'ACPR ou toute autre autorité compétente ne peut plus surveiller efficacement les membres du groupement en raison des conditions de l'Accord-cadre ou des circonstances qui y sont liées.
- Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants sont soumis à l'application d'une loi extraterritoriale non européenne permettant la captation des données de les membres du groupement hébergées sur le Service TIC par des autorités étrangères (30) jours calendaires après l'envoi d'une notification de résiliation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- En cas de décision de refus définitif du Service TIC, prise par les membres du groupement en application de l'article « Recette » ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1 et suivants, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.
- En cas d'atteinte du plafond de pénalité ;
- En cas de décision de rejet prise par les membres du groupement en application de l'article « Constatation de l'exécution des Prestations » du présent CCAP ;
- Non-respect des niveaux de Services ;
- Dépassement du nombre d'heures / jours tolérés lors de la mise en œuvre d'une solution de contournement en cas de Dysfonctionnement bloquant / majeur / mineur ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants ;
- Le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'Accord-Cadre / BC à des actes frauduleux ;



- Postérieurement à la signature de l'Accord-Cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, ou à la protection de l'environnement, à la sécurité et à la santé des personnes
- En cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire.

Chaque membre du groupement pourra résilier de plein droit son Bon de Commande en cas d'inexécution ou de violation par le Titulaire de l'une quelconque de ses obligations au titre de l'Accord-Cadre et/ou du Bon de Commande.

La résiliation prendra effet à la date mentionnée dans la notification de mise en demeure. Il est précisé qu'une telle résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnisation au profit du Titulaire.

Dans le cas où la résiliation est motivée par un manquement du Titulaire, la résiliation est indépendante des autres mesures, droits et recours que le Membre du groupement pourra mettre en œuvre au titre de l'Accord-Cadre, du Bon de Commande ou de la loi, ainsi que toute demande de dommages et intérêts.

Dans l'hypothèse où la licence fait l'objet d'une redevance périodique, la résiliation en cours de période contractuelle du Bon de Commande entraînera le remboursement par le Titulaire *prorata temporis* du montant de la redevance correspondant au temps restant à courir entre la date d'effet de la résiliation et la fin de ladite période contractuelle.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse avant toute résiliation de l'Accord-Cadre / Bon de Commande.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Coordinateur / Membre du groupement informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation de l'Accord-Cadre / du Bon de Commande ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

La résiliation du Bon de Commande conclu entre le Titulaire et un membre du groupement n'emportera pas pour conséquence la résiliation de l'Accord-Cadre ou des autres Bons de Commande conclus par les autres Membres du groupement avec le titulaire. L'Accord-Cadre et tous les autres Bons de commande en cours signés par les autres Membres du groupement resteront pleinement en vigueur.

**Les Membres du groupement** se réservent la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

## 28. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

---

### 28.1 Responsabilité contractuelle

---

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Il est seul responsable dans les conditions de droit commun, de tout manquement ou de toute défaillance de son sous-traitant et se porte fort du respect de l'ensemble des obligations par son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de son sous-traitant d'assurer le respect des obligations et la continuité du service, le Titulaire s'engage, à ses frais et risques, à assurer par tous moyens la poursuite du service notamment par le recours à un tiers fournissant un service similaire.

Le Titulaire déclare disposer d'une police d'assurance Responsabilité civile professionnelle couvrant tous les dommages immatériels susceptibles d'être causés aux Membres du groupement.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés aux Membres du groupement du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée des Membres du groupement, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données des Membres du groupement étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, les Membres du groupement seront en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par les Membres du groupement au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

En toute hypothèse, la responsabilité du Titulaire à raison de tout dommage résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du présent Accord-cadre, est expressément limitée, par sinistre, à un montant maximum de deux (2) fois le montant TTC de l'Accord-cadre et ce, quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

En cas de co-traitance, les membres du groupement pourront engager la responsabilité du Titulaire, quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions fondées sur des actes de contrefaçon ou d'agissements parasitaires du co-traitant.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du code civil.

Il est expressément convenu entre les Parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'Accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés aux Membres du groupement et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord des Membres du groupement pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer les Membres du groupement, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. Les Membres du groupement se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande des Membres du groupement et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## 28.3 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement aux Membres du groupement par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

Les Membres du groupement adressent à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## 29. DROIT ET LANGUE

---

Le présent Accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## 30. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

---

### 30.1 Régularité administrative du Titulaire :

---

**Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.**

**Le titulaire de l'Accord-cadre produira ainsi tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du Accord-cadre :**

1) **Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail :**

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF.**

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2<sup>o</sup> du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

## 30.2 Obligations du Titulaire en matière de déontologie et de lutte anti-corruption

---

Les membres du groupement est doté d'un code de déontologie définissant des règles claires de bonne conduite et de probité. Par ailleurs, les membres du groupement mettent en œuvre un dispositif de conformité comprenant des mesures de prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que contre tout manquement à la probité. Ce dispositif vise à garantir que ses activités sont conduites en pleine conformité avec les obligations légales et réglementaires en vigueur.

Les membres du groupement s'assurent que ses collaborateurs, prestataires et partenaires commerciaux adhèrent à ces principes et appliquent ces règles dans le cadre de leurs relations contractuelles.

A cet égard, le Titulaire s'engage à prendre connaissance du Code de déontologie de la Caisse des Dépôts accessible en ligne sur le site institutionnel (<https://www.caissedesdepots.fr/nos-engagements/notre-politique-durable/nos-engagements-pour-lexemplarite-interne>). La politique de lutte contre la corruption du groupe Caisse des dépôts pourra être fournie sur simple demande du Titulaire.

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du présent Accord-cadre, à respecter la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Loi Sapin II) ainsi que l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux Manquements à la Probité qui lui sont applicables.

Le Titulaire reconnaît avoir mis en œuvre, au sein de son entreprise, un dispositif de prévention des manquements à la probité, conforme aux exigences légales et réglementaires en vigueur. À défaut, il s'engage à déployer un tel dispositif dans un délai maximal de six (6) mois à compter de la signature du présent Accord-cadre.

Le Titulaire garantit le maintien effectif et continu de ce dispositif pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre, sans interruption ni suspension. Sur simple demande des membres du groupement, le Titulaire s'engage à fournir, sans délai, toute preuve ou documentation attestant de la mise en place et du fonctionnement effectif dudit dispositif.

Le Titulaire s'engage à informer sans délai ses employés, sous-traitants et cocontractants, ainsi que toute personne intervenant dans l'exécution de l'Accord-cadre, de l'interdiction pour eux-mêmes ou pour les agents des membres du groupement :

- i. D'offrir, de solliciter ou d'accepter des cadeaux, avantages en nature ou en espèces, ou toute autre forme de gratification ;
- ii. Même à titre de courtoisie, de remerciement ou d'usage commercial, de la part de tiers, y compris dans le cadre de relations professionnelles établies.

Cette interdiction s'applique sans exception et couvre toute la durée de l'Accord-cadre, ainsi que les périodes de négociation ou de renouvellement éventuel.

Le Titulaire veillera à ce que cette règle soit strictement respectée et s'engage à rappeler régulièrement cette obligation à ses collaborateurs, sous-traitants ou cocontractants éventuels affectés à l'exécution de l'Accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement les membres du groupement par écrit en cas de survenance d'un Manquement à la Probité (commission avérée ou soupçonnée, condamnation ou ouverture d'une enquête), que ce Manquement concerne le Titulaire directement ou l'une des personnes qui lui est associée (notamment associé, salarié, sociétaire, prestataire, sous-traitant).

Le Titulaire est informé que la Caisse des Dépôts dispose d'une procédure relative au dispositif d'alerte professionnelle conformément à l'article 6 de la loi Sapin II et d'un mécanisme de recueil des signalements portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de ce mécanisme disponible sur le site institutionnel de la Caisse des Dépôts à l'adresse <https://caissedesdepots.signalement.net/> et à informer ses salariés de la possibilité de signaler par ce biais tout crime ou délit ou toute autre violation d'une loi ou d'un règlement portant atteinte à l'intérêt général dont ils ont eu personnellement connaissance et dans le périmètre des activités rattachées au Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à collaborer avec la Caisse des Dépôts pour prendre les mesures nécessaires visant à mettre fin aux agissements signalés contraires à la loi. Les Parties s'engagent à respecter la confidentialité entourant l'identité des auteurs du signalement, des personnes visées par celui-ci et des informations recueillies par l'ensemble des destinataires du signalement. Conformément à l'article L1132-3-3 du code du travail, le Titulaire s'engage à ce qu'aucun salarié ayant signalé une alerte de bonne foi ne puisse être sanctionné ou discriminé d'une quelconque manière.

Le présent Accord-cadre pourra être résilié à l'initiative des membres du groupement en cas de manquement du Titulaire à ses obligations en matière de lutte contre la corruption définies au présent article.

### **30.3 Prévention et atténuation des atteintes graves aux Droits Fondamentaux**

---

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée d'exécution du Accord-cadre, au respect des droits humains et libertés fondamentales, de la santé et sécurité des personnes ainsi que de l'environnement (ci-après les « Droits Fondamentaux ») couverts par le devoir de vigilance conformément à l'article L. 225-102-4 du code de commerce, et plus généralement par le Pacte Mondial des Nations Unies et les 8 conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, visant notamment à lutter contre le travail forcé, le travail des enfants et la discrimination.

Au regard de la politique des membres du groupement concernant la vigilance à adopter pour prévenir les atteintes graves aux Droits Fondamentaux, le Titulaire s'engage à identifier, dans le périmètre des activités rattachées à l'Accord-cadre, le risque de survenance de tels agissements.

Dans le cas où un risque d'atteinte grave aux Droits Fondamentaux serait avéré, le Titulaire s'engage, dans les meilleurs délais suivant l'identification du risque, à mettre en œuvre les actions adaptées pour atténuer

le risque, dans la limite de ses capacités financières et logistiques. Le Titulaire s'engage à maintenir ce dispositif sans suspension pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre.

### 30.4 Sanctions internationales

---

Le Titulaire déclare que ni lui, ni l'une des personnes qui lui est associé (notamment associé, prestataire, sous-traitant, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux), ni à sa connaissance ses agents ou employés, sont actuellement visés ou soumis à des Sanctions internationales et ne sont pas engagés dans des activités qui constitueraient une violation des Sanctions internationales.

Le Titulaire s'engage à respecter les réglementations en matière de Sanctions qui lui sont applicables pendant toute la durée de l'Accord-cadre et à informer sans délai les membres du groupement de toute connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est ciblée par des Sanctions.

Le non-respect des dispositions du présent article pourra entraîner la résiliation de l'Accord-cadre à l'initiative des membres du groupement.

### 30.5 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

---

Les membres du groupement sont, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du code monétaire et financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le titulaire de l'Accord-cadre est informé que les membres du groupement, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, les membres du groupement peuvent être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

### 30.6 Conflits d'intérêts

---

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

*« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »*



Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.

**Ce document devra être réactualisé, si nécessaire notamment en cas de changement de membre de l'équipe.**

### 31. DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

---

Les dérogations au C.C.A.G.- Techniques de l'Information et de la Communication, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 4.2 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.10.1 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.10.2 déroge à l'article 14.1 4 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.10.3 déroge à l'article 14.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.11 déroge à l'article 24 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 5.12 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 6.2 déroge à l'article 46.4.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 6.3 déroge à l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 6.5 déroge à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 8 déroge à l'article 11.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 9.2 déroge à l'article 11.2 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 9.3 déroge à l'article 11.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 10 déroge aux articles 32, 33 et 34 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 13 déroge au chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C.